

La mobilisation des parents d'élèves évite une fermeture de classe

Des parents d'élèves se sont rassemblés mercredi 5 mars devant les locaux de l'inspection académique, en début d'après-midi, à [Dieppe](#). Une commission académique devait statuer le soir même sur l'avenir d'une classe de l'école du regroupement pédagogique intercommunal de [Belleville-sur-Mer](#) et [Bracquemont](#), à [Petit-Caux](#).

Inquiets des conséquences

La classe de CP-CE1 de [Bracquemont](#) était menacée de fermeture dès la rentrée de septembre 2025, avec un risque de report des élèves sur la classe de grande section-CP de [Belleville](#) et, en parallèle, une augmentation des effectifs à 30 élèves dans les classes de primaire. L'enseignante risquait également son poste selon les parents d'élèves.

Selon nos informations ce jeudi, la décision a été annulée, à la suite de leur mobilisation. Au grand soulagement des parents, la classe est maintenue.

Tous les parents d'élèves avaient envoyé un mail à la direction académique en amont pour s'opposer à cette décision, qui leur avait été annoncée au retour des vacances de février. Au motif que celle-ci aurait, d'après eux, eu « **des conséquences graves sur la qualité de l'enseignement et l'avenir de nos enfants** ».

Les parents d'élèves s'inquiétaient notamment des conséquences de cette fermeture, et de la surcharge des autres classes qu'elle aurait entraînée, déplorant aussi une multiplication des niveaux doubles. « **Une telle augmentation du nombre d'élèves aurait un impact direct sur l'accompagnement des enfants, en particulier ceux en difficulté d'apprentissage. Le nombre élevé d'élèves dans une seule classe ne permettrait pas de garantir un soutien individualisé** », pouvait-on entendre du côté du collectif.

La Ville de Petit-Caux avait également exprimé son opposition à cette fermeture dans un courrier transmis en début de semaine à l'inspection académique.

Déterminés, les parents d'élèves avaient menacé « **d'envahir l'école** » et d'organiser une action école morte, dans les jours suivants, s'ils n'obtenaient pas le maintien de la classe.



Les parents étaient accompagnés de Marc Leroux, maire délégué de Belleville-sur-Mer, de Sébastien Jumel, président de l'agglomération Dieppe Maritime, et de représentants de la CGT.

